

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/30642]

**11 MARS 2021. — Décret visant à l'octroi, en 2021, de moyens supplémentaires permettant de couvrir les surcoûts de fonctionnement liés à la gestion de la crise sanitaire pour les écoles de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, et d'apporter un soutien éducatif et psycho-social renforcé aux élèves des écoles de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**CHAPITRE 1. — De l'octroi de moyens supplémentaires permettant de couvrir les surcoûts de fonctionnement liés à la gestion de la crise sanitaire pour les écoles de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'année budgétaire 2021, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19, un montant de 5.800.000 euros est octroyé aux écoles d'enseignement spécialisé, aux écoles d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire ordinaire, aux Centres d'éducation et de formation en alternance (CEFA), aux internats du fondamental et du secondaire, ainsi qu'aux écoles d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, pour les soutenir dans la prise en charge des surcoûts de fonctionnement liés à l'achat de matériel et aux frais spécifiques générés par l'application des normes sanitaires.

Un montant est octroyé par école ou établissement, sur base d'un forfait par élève, forfait déterminé sur la base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'école, ou dans chaque établissement coopérant du CEFA, à la date du 15 janvier 2020. Pour les écoles ou implantations créées ou admises aux subventions au 1<sup>er</sup> septembre 2020, le montant est calculé sur la base des élèves régulièrement inscrits au 30 septembre ou au 1<sup>er</sup> octobre 2020, selon le niveau et la forme d'enseignement concernés.

**CHAPITRE II. — De l'octroi de moyens supplémentaires permettant d'apporter un soutien éducatif et psycho-social renforcé aux élèves des écoles de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé**

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par « soutien éducatif et psycho-social » les démarches concertées de prises en charge individuelles ou collectives des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé par les éducateurs, le personnel paramédical, social et psychologique et les agents des CPMS en vue d'améliorer leur bien-être mental, émotionnel, relationnel et psychologique. Ces démarches de prises en charge se déroulent en présentiel ou en distanciel, en tenant compte des normes sanitaires en vigueur.

**Art. 3.** Des moyens supplémentaires sont octroyés aux écoles de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et aux CPMS en 2021. Ils visent le déploiement exceptionnel d'un soutien de type éducatif et psycho-social pour compenser, pour les élèves concernés, les effets de la suspension partielle des cours et de la mise en place de dispositifs d'apprentissage en hybridation à la suite des normes sanitaires en vigueur pendant la crise sanitaire de la COVID-19, en poursuivant les objectifs suivants :

- 1° soutenir la santé mentale et le bien-être des élèves ;
- 2° développer et/ou garantir un climat scolaire serein et bienveillant ;
- 3° lutter contre le décrochage scolaire.

**Art. 4.** Un montant de 9.200.000 euros est consacré à l'octroi d'emplois supplémentaires dans la fonction de recrutement d'éducateur, telle que définie par le décret du 11 avril 2014 réglemant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, aux écoles de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice.

Ces moyens supplémentaires sont octroyés à raison d'un quart d'emploi d'éducateur par tranche complète de 100 élèves régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> octobre 2020. Les élèves pris en compte pour la fixation de ces emplois sont les élèves inscrits aux 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> degrés de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et en alternance, ainsi que les élèves inscrits dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés visé à l'article 2 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Chaque école bénéficie d'au minimum un quart d'emploi d'éducateur.

Les élèves inscrits dans l'enseignement secondaire ordinaire en alternance sont pris en compte dans l'établissement d'enseignement de plein exercice où ils suivent la majorité de leur formation professionnelle. Les élèves qui suivent les cours dans un établissement d'enseignement de promotion sociale sont pris en compte dans l'établissement siège du CEFA. Le nombre d'élèves est affecté du coefficient 1, par dérogation à l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

Les emplois d'éducateurs visés par le présent article sont octroyés pour une durée de 4 mois, du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin 2021.

**Art. 5.** Un montant de 800.000 euros est consacré à l'octroi de périodes aux écoles d'enseignement secondaire spécialisé pour le recrutement d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation et/ou du personnel paramédical, social et psychologique d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation dans l'une des fonctions de recrutement suivantes, définies par le décret du 11 avril 2014 précité :

- éducateur•trice ;
- ergothérapeute ;
- kinésithérapeute ;
- logopède ;
- puériculteur•trice ;
- infirmier•ère ;
- assistant•e social•e ;
- psychologue.

L'octroi de périodes supplémentaires visées au paragraphe précédent peut mener à une dérogation de l'article 7 de l'arrêté-royal du 15 avril 1977.

Ces moyens supplémentaires sont octroyés à raison d'une période par tranche complète de 10 élèves régulièrement inscrits au 30 septembre 2020. Les élèves pris en considération pour la détermination de ces périodes sont les élèves de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4. Chaque école bénéficie au minimum d'une période.



Les périodes visées par le présent article sont octroyées pour une durée de 4 mois, du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin 2021.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Un montant de 9 millions d'euros est consacré à l'octroi d'emplois supplémentaires aux CPMS.

Les fonctions de recrutement visées par le présent article sont celles prévues par l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des CPMS de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces CPMS, par le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des CPMS officiels subventionnés et par le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des CPMS libres subventionnés.

§ 2. Du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin 2021, chaque CPMS bénéficie d'une demi-charge complémentaire pour une durée de 4 mois. Cette demi-charge doit être occupée par un conseiller psycho-pédagogique.

Du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2021, chaque CPMS bénéficie d'une demi-charge complémentaire pour une durée de 4 mois. Cette demi-charge doit être occupée par un conseiller psycho-pédagogique.

§ 3. Du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin 2021, tout CPMS qui assure la guidance d'au moins 1.250 élèves de l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé, le 15 janvier 2020, bénéficie d'une charge complémentaire pour une durée de 4 mois, en sus de la demi-charge prévue au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>. Cette charge complémentaire doit être occupée par un auxiliaire social et/ou un auxiliaire psycho-pédagogique.

Du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2021, tout CPMS qui assure la guidance d'au moins 1.250 élèves de l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé, le 15 janvier 2020, bénéficie d'une charge complémentaire pour une durée de 4 mois, en sus de la charge et demi-charge prévues au paragraphe 2, alinéa 2. Cette charge complémentaire doit être occupée par un auxiliaire social et/ou un auxiliaire psycho-pédagogique.

§ 4. Du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin 2021, tout CPMS qui assure la guidance d'au moins 2.500 élèves de l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé, le 15 janvier 2020, bénéficie d'une demi-charge complémentaire pour une durée de 4 mois, en sus de la charge et demi-charge prévues au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> et paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>. Cette demi-charge complémentaire doit être occupée par un conseiller psycho-pédagogique.

Du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2021, tout CPMS qui assure la guidance d'au moins 2.500 élèves de l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé, le 15 janvier 2020, bénéficie d'une demi-charge complémentaire pour une durée de 4 mois, en sus de la charge et demi-charge prévues au paragraphe 2, alinéa 2 et paragraphe 3, alinéa 2. Cette demi-charge complémentaire doit être occupée par un conseiller psycho-pédagogique.

**Art. 7.** Les écoles qui utiliseront les emplois et les périodes visés aux articles 4 et 5 doivent en informer les Services du Gouvernement via un formulaire conçu à cet effet, pour le 12 mai 2021 au plus tard. À défaut d'avoir complété et renvoyé le formulaire endéans ce délai, les emplois et périodes ne pourront être utilisés par l'école concernée.

Dans ce formulaire, l'école indique le nombre d'emplois créés ou de périodes utilisées, les activités menées dans le cadre des objectifs visés à l'article 3 du présent décret, et les publics-cibles de ces activités.

**Art. 8.** Dans le cadre des emplois visés aux articles 5 et 6, la définition des missions données aux membres du personnel et le choix de la ou des fonction(s) par le pouvoir organisateur font l'objet d'une concertation préalable au sein des organes locaux de concertation sociale.

**Art. 9.** Les emplois visés par le présent chapitre sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois.

En aucun cas, l'octroi de ces emplois ou de ces périodes ne peut conduire à une nomination ou à un engagement à titre définitif.

En aucun cas, ces moyens supplémentaires ne peuvent bénéficier à d'autres fins que les objectifs visés à l'article 3.

### CHAPITRE III. — *Disposition finale*

**Art. 10.** L'article 1<sup>er</sup> du présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Les articles 2 à 9 du présent décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2021.

Le présent décret cesse de produire ses effets le 31 décembre 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—  
Note

### Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Proposition de décret, n° 200-1. – Amendements en commission, n° 200-2. – Rapport de commission, n° 200-3. – Amendements en séance, n° 200-4. – Texte adopté en séance plénière, n° 200-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 10 mars 2021



## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/30642]

**11 MAART 2021.** — Decreet betreffende de toekenning, in 2021, van bijkomende middelen ter dekking van de extra werkingskosten in verband met het beheer van de gezondheidscrisis voor scholen van het leerplichtonderwijs en van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, en om de leerlingen van scholen voor gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs een versterkte educatieve en psychosociale ondersteuning te bieden

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**HOOFDSTUK I.** — *Betreffende de toekenning van bijkomende middelen ter dekking van de extra werkingskosten in verband met het beheer van de gezondheidscrisis voor scholen van het leerplichtonderwijs en van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan*

**Artikel 1.** Voor het begrotingsjaar 2021 wordt, in het kader van de bestrijding van de COVID-19-pandemie, een bedrag van 5 800 euro toegekend aan scholen voor gespecialiseerd onderwijs, kleuterscholen, scholen voor lager onderwijs, scholen voor basisonderwijs en scholen voor gewoon secundair onderwijs, centra voor alternerend onderwijs en beroepsopleidingen (CEFA), basis- en secundair onderwijsinternaten alsook scholen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan om hen te helpen de extra werkingskosten te dekken die verband houden met de aankoop van materiaal en de specifieke kosten die voortvloeien uit de toepassing van de gezondheidsnormen.

Per school of inrichting wordt een bedrag toegekend, op basis van een vast bedrag per leerling, dat wordt vastgesteld op basis van het aantal leerlingen dat op 15 januari 2020 regelmatig in de school of in elke samenwerkende inrichting van CEFA is ingeschreven. Voor scholen of vestigingen die op 1 september 2020 zijn opgericht of tot de subsidies zijn toegelaten, wordt het bedrag berekend op basis van de leerlingen die op 30 september of op 1 oktober 2020 regelmatig zijn ingeschreven, afhankelijk van het niveau en de vorm van het betrokken onderwijs.

**HOOFDSTUK II.** — *Betreffende de toekenning van bijkomende middelen om de leerlingen van scholen voor gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs een versterkte educatieve en psychosociale ondersteuning te bieden*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt onder "opvoedkundige en psychosociale ondersteuning" verstaan de gecoördineerde individuele of collectieve verzorging van leerlingen in het gewoon en het gespecialiseerd secundair onderwijs door opvoeders, paramedisch, sociaal en psychologisch personeel en personeelsleden van PMS-centra, met het oog op de verbetering van hun geestelijk, emotioneel, relationeel en psychologisch welzijn. Deze benadering van de zorg vindt plaats in de klas of op afstand, met inachtneming van de geldende gezondheidsnormen.

**Art. 3.** In 2021 worden bijkomende middelen toegekend aan gewone en gespecialiseerde secundaire scholen en aan PMS-centra. Zij zijn gericht op de uitzonderlijke inzet van educatieve en psychosociale ondersteuning ter compensatie, voor de betrokken leerlingen, van de gevolgen van de gedeeltelijke onderbreking van de lessen en de totstandbrenging van hybride leersystemen als gevolg van de gezondheidsnormen die gelden tijdens de gezondheids-crisis COVID-19, met de volgende doelstellingen:

1. de geestelijke gezondheid en het welzijn van de leerlingen te ondersteunen;
- 2° het ontwikkelen en/of waarborgen van een sereen en zorgzaam schoolklimaat;
- 3° om schooluitval tegen te gaan.

**Art. 4.** Een bedrag van 9.200.000 euro is bestemd voor de toekenning van bijkomende betrekkingen in het wervingsambt van opvoeder, zoals bepaald bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het basis- en secundair onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, aan de scholen van gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan.

Deze bijkomende middelen worden toegekend naar rata van een kwart van de betrekking van opvoeder voor elke volledige schijf van 100 leerlingen die op 1 oktober 2020 regelmatig zijn ingeschreven. De leerlingen die in aanmerking worden genomen voor de bepaling van deze betrekkingen zijn de leerlingen ingeschreven in de 2de, 3de en 4de graad van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en in het alternerend onderwijs, alsook de leerlingen ingeschreven in een "Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés" bedoeld in artikel 2 van het decreet van 7 februari 2019, bestemd voor de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs. Elke school heeft minstens een kwart van de betrekking van opvoeder.

Leerlingen die alternerend gewoon secundair onderwijs volgen, worden in aanmerking genomen in de onderwijsinrichtingen met volledig leerplan waar zij het grootste deel van hun beroepsopleiding volgen. Leerlingen die een inrichting van het onderwijs voor sociale promotie bezoeken, worden meegeteld in de school waar CEFA is gevestigd. Het aantal leerlingen wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt 1, in afwijking van artikel 18, eerste lid, van het decreet van 3 juli 1991 houdende de organisatie van het alternerend secundair onderwijs.

De betrekkingen van opvoeders waarnaar in dit artikel wordt verwezen, worden toegekend voor een periode van 4 maanden, van 1 maart tot en met 30 juni 2021.

**Art. 5.** Een bedrag van 800.000 euro is bestemd voor de toekenning van lestijden aan scholen voor gespecialiseerd secundair onderwijs voor de aanwerving van een lid van het opvoedend hulp personeel en/of paramedisch, sociaal en psychologisch personeel van een lid van het opvoedend hulp personeel in een van de volgende wervingsambten, bepaald in het voornoemde decreet van 11 april 2014:

- opvoeder;
- ergotherapeut;



- kinesitherapeut;
- logopedist;
- kinderverzorger;
- verpleegster;
- maatschappelijk assistent;
- psycholoog.

De toekenning van bijkomende lestijden als bedoeld in de vorige paragraaf kan leiden tot een afwijking van artikel 7 van het koninklijk besluit van 15 april 1977.

Deze bijkomende middelen worden toegekend ten belope van één lestijd voor elke volledige schijf van 10 leerlingen die op 30 september 2020 regelmatig zijn ingeschreven. De leerlingen die in aanmerking worden genomen voor de vaststelling van deze lestijden zijn de leerlingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs van de derde en de vierde vorm. Elke school heeft recht op ten minste één lestijd.

De in dit artikel bedoelde lestijden worden toegekend voor een periode van 4 maanden, van 1 maart tot en met 30 juni 2021.

**Art. 6. § 1.** Een bedrag van 9 miljoen euro is bestemd voor de toekenning van bijkomende betrekkingen aan PMS-centra.

De in dit artikel bedoelde wervingsambten zijn die voorzien in het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de PMS-centra van de Franse Gemeenschap en van de leden van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze PMS-centra, in het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de officiële gesubsidieerde PMS-centra en in het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de vrije gesubsidieerde PMS-centra.

§ 2. Van 1 maart tot en met 30 juni 2021 krijgt elk PMS-centrum gedurende een periode van 4 maanden een aanvullende halve opdracht. Deze halve opdracht moet worden bezet door een psycho-pedagogisch consulent.

Van 1 september tot en met 31 december 2021 krijgt elk PMS-centrum gedurende een periode van 4 maanden een aanvullende halve opdracht. Deze halve opdracht moet worden bezet door een psycho-pedagogisch adviseur.

§ 3. Van 1 maart tot en met 30 juni 2021 geniet elk PMS-centrum dat op 15 januari 2020 ten minste 1 250 leerlingen in het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs begeleidt, gedurende een periode van 4 maanden een aanvullende opdracht bovenop de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde halve opdracht. Deze aanvullende opdracht moet worden bezet door een sociale medewerker en/of een psycho-pedagogische medewerker.

Van 1 september tot en met 31 december 2021 geniet elk PMS-centrum dat op 15 januari 2020 ten minste 1 250 leerlingen in het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs begeleidt, gedurende een periode van 4 maanden een aanvullende opdracht bovenop de in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde halve opdracht. Deze aanvullende opdracht moet worden opgevuld door een maatschappelijk werker en/of een psycho-pedagogisch medewerker.

§ 4. Van 1 maart tot en met 30 juni 2021 geniet elk PMS-centrum dat op 15 januari 2020 verantwoordelijk is voor de begeleiding van ten minste 2.500 leerlingen in het gewoon of het gespecialiseerd secundair onderwijs, gedurende een periode van 4 maanden een aanvullende halve opdracht bovenop de opdracht en de halve opdracht bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, en paragraaf 3, eerste lid. Deze aanvullende halve opdracht wordt bezet door een psycho-pedagogisch adviseur.

Van 1 september tot en met 31 december 2021 geniet elk PMS-centrum dat op 15 januari 2020 aan ten minste 2.500 leerlingen van het gewoon of het buitengewoon secundair onderwijs begeleiding biedt, gedurende een periode van 4 maanden een aanvullende halve opdracht bovenop de opdracht en de halve opdracht bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, en paragraaf 3, tweede lid. Deze aanvullende halve opdracht moet worden bezet door een psycho-pedagogisch adviseur.

**Art. 7.** De scholen die gebruik zullen maken van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde betrekkingen en lestijden, moeten dit uiterlijk op 12 mei 2021 aan de Regeringsdiensten meedelen via een daartoe bestemd formulier. Als het formulier niet binnen deze termijn is ingevuld en teruggestuurd, kunnen de betrekkingen en lestijden niet door de bedoelde school worden gebruikt.

Op dit formulier vermeldt de school het aantal opgerichte betrekkingen of gebruikte lestijden, de activiteiten die zijn uitgevoerd in het kader van de doelstellingen als bedoeld in artikel 3 van dit decreet, alsmede de doelgroepen van deze activiteiten.

**Art. 8.** In het kader van de betrekkingen bedoeld in de artikelen 5 en 6, zijn de omschrijving van de opdrachten die aan de personeelsleden worden toegewezen en de keuze van de ambt(en) door de inrichtende macht onderworpen aan een voorafgaand overleg binnen de plaatselijke organen voor sociaal overleg.

**Art. 9.** De in dit hoofdstuk bedoelde betrekkingen worden op vrijwillige basis aan de personeelsleden toegekend, na toepassing van de statutaire regels inzake toekenning van de betrekkingen.

De toekenning van deze betrekkingen of lestijden kan in geen geval leiden tot een vaste benoeming of aanwerving.

Deze aanvullende middelen mogen in geen geval worden gebruikt om andere dan de in artikel 3 genoemde doeleinden.

#### HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

**Art. 10.** Artikel 1 van dit decreet treedt in werking op 1 januari 2021.

De artikelen 2 tot en met 9 van dit decreet treden in werking op 1 maart 2021.

Dit decreet houdt op werking te hebben met ingang van 31 december 2021.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Gegeven te Brussel, 11 maart 2021.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht  
op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",  
Fr. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

**Zitting 2020-2021**

Stukken van het Parlement.- Voorstel van decreet, nr. 200-1 - Commissie-amendementen, nr. 200-2 -  
Commissieverslag, nr. 200-3 - Vergaderingsamendementen, nr. 200-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire  
vergadering, nr.200-5

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 10 maart 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2021/30473]

**2 MARS 2021. — Arrêté ministériel portant approbation des agréments et des renouvellements d'agrément de Centres de validation des compétences dans le cadre de l'accord de coopération du 21 mars 2019 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences**

La Ministre de l'Enseignement de la Promotion sociale,

Considérant l'accord de coopération du 21 mars 2019 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences qui prévoit, en ses articles 14, 15, 16 et 17, les conditions d'octroi d'agrément des Centres de validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle, les conditions de demande d'octroi d'agrément, de renouvellement d'agrément, ainsi que la durée de vie de l'agrément ;

Considérant le décret du 3 mai 2019 portant assentiment à l'accord de coopération relatif à la validation des compétences conclu le 21 mars 2019 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

Considérant l'avis du Comité directeur du Consortium de validation des compétences du 8 février 2021 ;

Considérant l'avis de la Commission consultative et d'agrément du Consortium de validation des compétences du 22 février 2021,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les agréments des Centres de validation des compétences suivants sont renouvelés, sous réserve de l'octroi du renouvellement d'agrément par les trois parties à l'accord de coopération du 21 mars 2019 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences, pour une durée de cinq ans :

- Centre de validation bruxellois des métiers technologiques, audité pour le métier de Mécanicien/Mécanicienne d'entretien des voitures particulières et véhicules utilitaires légers par l'organisme de contrôle BCCA N° dossier 087/141008

- Centre de validation bruxellois des métiers du numérique, audité pour le métier de Technicien/Technicienne PC&Réseaux par l'organisme de contrôle BCCA N° dossier 120/130910

- Centre de compétence Forem - FormAlim, audité pour le métier de Conducteur/Conductrice de ligne de production en industrie alimentaire par l'organisme de contrôle BCCA N° dossier 113/220310

- Centre de compétence Forem - FormAlim, audité pour le métier de Opérateur/Opératrice de production en industrie alimentaire par l'organisme de contrôle BCCA N° dossier 091/160209

- Centre de compétence Forem - Secteurs verts, audité pour le métier de Jardinier/Jardinière par l'organisme de contrôle BCCA N° dossier 096/040909

- Centre de compétence Forem - Secteurs verts, audité pour le métier de Grimpeur-élagueur/Grimpeuse-élagueuse par l'organisme de contrôle BCCA N° dossier 126/210211

- Le Forem - Centre de formation de Dinant, audité pour le métier de Opérateur/Opératrice de production sur ligne industrielle par l'organisme de contrôle BCCA N° dossier 137/200613

- Centre de compétence Forem - Construfarm Grâce-Hollogne, audité pour le métier de Maçon/Maçonne par l'organisme de contrôle BCCA N° dossier 019/201005

- Centre de compétence Forem - Construfarm Grâce-Hollogne, audité pour le métier de Couvreur/Couvreuse par l'organisme de contrôle BCCA N° dossier 020/201005

- Centre de compétence Forem - Construfarm Grâce-Hollogne, audité pour le métier de Monteur/Monteuse en chauffage et sanitaire par l'organisme de contrôle BCCA N° dossier 007/201005